



FRANCE

Réunion de Haut Niveau organisée par le Secrétaire général des Nations Unies sur le changement climatique

**« Financement de la réponse au changement climatique – Investir dans notre
avenir »**

**Intervention prononcée par S.E. M. Nicolas Sarkozy,
Président de la République française**

New York, le lundi 24 septembre 2007

(Vérifier au prononcé)

* * *

**High Level Event on Climate Change,
convened by the Secretary General of the United Nations**

« Financing the response to Climate Change – Investing in Tomorrow »

Speech by H.E. Mr. Nicolas Sarkozy, President of the French Republic

New York, Monday 24 September, 2007

(Check against delivery)

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi pour commencer de remercier le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki Moon. En prenant l'initiative d'organiser ce Sommet, il nous rappelle que le défi climatique est par essence collectif et universel, un défi que nous, les Nations Unies, avons décidé de placer en tête de nos priorités. Il n'y a en effet pas d'alternative à une action commune. La division mènerait à l'échec. Nous avons chacun un rôle à jouer, même si notre responsabilité est différenciée.

Notre réunion d'aujourd'hui est un signal politique majeur. L'opinion publique mondiale nous regarde et compte sur notre action. Nous devons tous ensemble donner une impulsion décisive à la définition d'un cadre multilatéral de lutte contre le réchauffement climatique .

Je veux pour ma part dire avec la plus grande détermination que ce défi climatique est et sera une priorité de mon action.

Soyons clairs : les pays industrialisés ont une responsabilité particulière à exercer ; dans l'esprit de la Convention Climat des Nations-Unies, la France prendra toute sa part de l'effort.

Mon engagement est total, pour mettre en oeuvre les ruptures nécessaires en France. J'ai voulu cet automne réunir toutes les parties prenantes autour d'une même table pour refonder ensemble nos politiques environnementales. J'ai voulu faire de la question climatique un axe majeur de l'action extérieure de mon pays. J'ai ainsi, dès mon premier déplacement en Afrique sub-saharienne, voulu me rendre dans la forêt du bassin du Congo, au Gabon, pour marquer clairement mon engagement dans la lutte contre la déforestation. J'ai aussi décidé que le climat serait un dossier prioritaire de la présidence française de l'Union européenne en 2008.

*

*

Je veux ici rappeler, en tant que chef d'Etat d'un pays membre de l'Union européenne, combien cette question est d'ores et déjà au cœur de la politique européenne. L'Union européenne a clairement affirmé sa volonté d'assumer ses responsabilités.

Nous n'avons pas le choix. Les constats économiques et scientifiques sur le réchauffement climatique sont sans appel. L'inaction, ce serait accepter un point de non retour, franchi dès lors que le réchauffement moyen de la planète aurait augmenté de deux degrés Celsius par rapport à l'ère pré-industrielle. Ce pourrait être le cas dès avant la fin de ce siècle. L'inaction, ce serait se résoudre à une brutale diminution du PIB mondial, de l'ordre de 5 à 20 % par an, si nous attendions que des dégâts irréparables aient été commis ; ce serait aussi accepter que des millions de personnes soient demain des réfugiés climatiques.

Le défi climatique n'est pas hors de portée. Mais nous devons être prêts à faire preuve de volontarisme. Fixons ensemble des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour donner un signal clair de cette volonté d'agir. Une réduction de 50% de ces émissions d'ici 2050 est essentielle pour repousser la menace du point de non retour.

L'Union européenne s'est fixé des objectifs ambitieux mais crédibles. Nous avons décidé de réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici 2020, et même de 30% si les autres pays industrialisés en font autant. Nous avons décidé dans le même temps d'améliorer de 20% notre efficacité énergétique. Nous développerons les énergies renouvelables et les énergies peu carbonées.

La France souscrit à cette ambition réaliste. Elle a pour sa part inscrit dans sa loi l'obligation de réduire ses émissions de 75% d'ici à 2050. **Il faut que tous les pays développés et les grands pays émetteurs s'engagent sur cet objectif d'au moins 50 % de réduction des émissions d'ici 2050.** C'est une exigence collective. Le destin de chacun est lié à celui de tous. C'est une exigence de solidarité. Les plus pauvres seraient les premières victimes de notre égoïsme.

Naturellement, le défi climatique appelle des réponses globales. C'est d'ailleurs bien pour cela que les Nations Unies offrent le seul cadre efficace et légitime pour apporter cette réponse. Car l'enjeu est de trouver tous ensemble un accord pour la période post-2012 qui aura pour ambition à la fois de favoriser une croissance mondiale propre, d'organiser les réponses technologiques et de permettre aux plus pauvres de s'adapter aux changements climatiques.

*

Depuis Rio en 1992, la question climatique a radicalement changé. Les hypothèses d'hier sur les changements climatiques sont aujourd'hui des certitudes. Cela montre que nous avons eu raison de nous engager sur la voie de la Convention de Rio. La mesure des besoins financiers est établie. Il faut maintenant s'accorder sur nos ambitions.

Notre première ambition, c'est de trouver la voie d'une croissance « propre ». Sans croissance, nous n'arriverions de toute façon pas à faire face au défi qui est devant nous. Mais c'est bien d'une nouvelle croissance qu'il s'agit. Moins consommatrice d'énergie et de matières premières. Une nouvelle économie est à inventer. Il faut tout à la fois agir sur les comportements et la technologie. Il n'y a pas de réponse simple.

Les technologies pour une croissance plus « propre » existent. Les constructions à énergie positive, les véhicules hybrides ou électriques, la capture et la séquestration de carbone, les nouveaux carburants et naturellement toutes les énergies dites « peu carbonées », y compris le nucléaire. Je rappelle un chiffre : grâce au nucléaire, la France a un taux d'émission de gaz à effet de serre par point de PIB inférieur de 35% à la moyenne des pays de l'OCDE, et l'intensité énergétique s'est encore améliorée depuis 1990.

Il faut diffuser les technologies sans décourager l'innovation. Nous pouvons y parvenir par des programmes de coopération technologique et par le développement des instruments de marché, comme le mécanisme de développement propre. Nous y parviendrons d'autant mieux que nous saurons développer une approche sectorielle souple, dont les modalités différeront selon les pays.

Deuxième ambition, la protection de la forêt. La déforestation et la dégradation de la forêt contribuent à 20 % des émissions de gaz à effet de serre. La planète a besoin de conserver ses forêts en bon état. Les pays qui y contribuent devraient être rémunérés. C'est un service qu'ils rendent à tous. Les mécanismes de financement devraient également être élargis. Il faut réfléchir à la prise en compte des forêts dans les mécanismes de développement propre.

Troisième ambition, l'adaptation des populations et des pays les plus vulnérables aux changements climatiques. La désertification, les événements extrêmes, la montée des eaux sont des enjeux de sécurité, voire de survie. Les pays développés ont un impératif de solidarité. Cette réalité légitime, plus encore, l'exigence d'un accord global sous l'égide des Nations Unies.

*

Je considère que le financement n'est pas hors de portée. L'investissement peut être jugé sans précédent : 1 % du PIB mondial d'après un rapport qui fait autorité, celui de M. Stern. Le coût d'un non-investissement serait sans commune mesure : 5 à 20 % du PIB mondial. La question n'est pas notre capacité à financer ces investissements mais « comment » les financer.

Le carbone doit avoir un prix, que ce soit par le marché ou par la fiscalité. C'est un débat que nous avons en France. L'Union européenne a été la première à mettre en pratique un marché du carbone et je constate que nombre de régions, d'Etats ou de secteurs économiques suivent aujourd'hui cet exemple.

Je suis convaincu du développement de ce marché et je soutiendrai tous les projets qui iront dans cette voie. Mais il faut des approches par secteur et plus seulement par pays. Il faut une mise aux enchères d'une partie des crédits d'émission. Il faut une forte extension des mécanismes de développement propre qui permettent aux entreprises « polluantes » d'investir dans le développement écologique des pays émergents et en développement. Ayons l'audace de permettre à tous d'intégrer volontairement le marché du carbone avec des objectifs souples d'émission de carbone.

Le marché du carbone est un formidable espoir. Il permettra à terme d'apporter des financements innovants et plus abondants.

Naturellement, le marché ne peut être la seule réponse. Les financements publics sont incontournables. Le financement de l'adaptation est prioritaire pour l'Afrique et les pays les plus exposés aux effets du réchauffement. La France consacre plus de 430 millions d'euros de l'aide publique au développement à des projets qui contribuent à la lutte contre les changements climatiques. Elle entend s'assurer qu'à l'avenir, tous les projets qu'elle financera dans les pays en développement seront conformes aux plans nationaux de lutte contre le changement climatique et seront évalués selon leur impact et leur viabilité. Il ne s'agit en aucun cas d'une nouvelle conditionnalité mais bien au contraire d'ajouter au partenariat avec les pays en développement une nouvelle dimension. L'aide à l'adaptation est une exigence. J'appelle tous les pays industrialisés à s'engager.

Je voudrais aussi appeler à la coordination des fonds, souvent modestes, gérés par les institutions financières internationales. Les actions de terrain doivent être articulées de la manière la plus efficace possible. C'est aussi un débat pour les Nations Unies.

*

*

Au-delà de la question du financement que nous déciderons se pose celle de l'avenir que nous choisirons. Aucun pays ne peut raisonnablement concevoir son développement en ignorant l'enjeu énergétique et climatique. C'est une question de clairvoyance. Et personne ne peut imaginer laisser à ses enfants un monde invivable et condamné.

Ladies and Gentlemen,

I should like to begin by thanking the Secretary-General of the United Nations, Ban Ki-moon. In taking the initiative of convening this Summit meeting, he reminds us that the climate challenge is essentially collective and universal – a challenge that we, the United Nations, have decided to make our top priority. Indeed there is no alternative to common action. Divided, we would fail. We each have a role to play, even though our responsibility differs.

Our meeting today sends an important political signal. World public opinion is watching us and counting on us to act. We must, all together, give a decisive impetus to the definition of a multilateral framework within which to combat global warming.

I for my part wish to make it clear that determined action on the climate challenge is and will remain a priority for me.

Let us be clear: the industrialized countries have a special responsibility; within the spirit of the United Nations Framework Convention on Climate Change, France will fully take part in the effort.

I am committed to bringing about the breakthroughs needed in France. I have convened all the stakeholders to a meeting this autumn to re-define our environmental policies. I have made the climate issue a major focus of my country's foreign policy. During my first trip to Sub-Saharan Africa, for example, I went to the Congo basin forest in Gabon to clearly mark my commitment to the fight against deforestation. I have also decided that the climate issue will be a priority during the French presidency of the European Union in 2008.

*

*

As Head of State of a member country of the European Union, I wish to draw attention here to the fact that the climate issue already lies at the heart of European policy. The European Union has made its determination to shoulder its responsibilities quite clear.

We have no choice. The economic and scientific findings on global warming are indisputable. Failure to act would mean going beyond the point of no return – 2C above the average world temperature prevailing in the pre-industrial era. This could occur before the end of this century. Failure to act would mean accepting a sharp drop in world GDP, on the order of 5 to 20% per year, if we wait until irreparable damage has been done; it would also mean allowing millions of people to become climate refugees.

Meeting the climate challenge is not beyond our reach. But we must be willing to take a pro-active approach. Let us together set objectives for reducing greenhouse gas emissions, to clearly signal our determination to act. A 50% reduction in these emissions by 2050 is crucial if we are to avoid the looming point of no return.

The European Union has set ambitious but feasible objectives. We have taken the decision to reduce our greenhouse gas emissions by 20% - and even 30% if the other industrialized countries do so as well - by 2020. We have taken the decision to improve our energy efficiency by 20% over the same period. We will develop renewable and low-carbon energies.

France supports this realistic goal. France has enacted legislation requiring a 75% reduction of its emissions by 2050. All the developed countries and the major emitting countries must commit to the objective of reducing emissions by at least 50% between now and 2050. Collective action is imperative. The fate of each is linked with that of all. Solidarity is imperative. The poor would be the first victims of our selfishness.

Of course the climate challenge calls for global solutions. For that reason, the United Nations is the only effective and legitimate framework for providing this response. The goal is to all work together to reach an agreement for the post-2012 period aimed at simultaneously fostering clean world growth, organising technological solutions and enabling the poor to adapt to climate change.

*

Since Rio in 1992, the climate issue has changed radically. Yesterday's climate change assumptions have now become certainties. This shows that we were right to embark on the path set out in the Rio Convention. The funding requirements have been established. We must now reach agreement on our goals.

Our first goal is to find a way to achieve "clean" growth. Without growth, we will in any case fail to cope with the challenge before us. But what is needed is a new kind of growth that consumes less energy and fewer raw materials. A new economy must be invented. We must work on both behaviour and technology simultaneously. There is no simple answer.

The technologies for "cleaner" growth exist - positive energy buildings, hybrid and electric vehicles, carbon capture and sequestration, the new fuels and, of course, all the "low-carbon" energies, including nuclear. One figure is worth mentioning: thanks to nuclear energy, France's greenhouse gas emission level per point of GDP is 35% below the average of the OECD countries, and energy intensity has further improved since 1990.

We must deploy technologies without discouraging innovation. We can achieve this through technology cooperation programmes and the development of market instruments such as the clean development mechanism. We can better achieve this by developing a flexible sectoral approach, with different procedures for each country.

The second goal is to protect forests. Deforestation and forest degradation account for 20% of greenhouse gas emissions. The planet must keep its forests in good condition. The countries that contribute to this effort should be compensated for a service they are performing for all. Financing mechanisms should also be expanded. We must think about ways to include forests in clean development mechanisms.

The third goal is adaptation of the populations and countries most vulnerable to climate change. Desertification, extreme weather events and rising sea levels are challenges to security and even survival. The developed countries have a solidarity imperative. This reality further justifies the call for a global agreement under United Nations auspices.

*

I consider that financing is not beyond our reach. The investment can be deemed unprecedented: 1% of global GDP, according to the authoritative Stern report. The cost of non-investment would be far greater - 5 to 20% of world GDP. The question is not whether we can finance these investments, but how to finance them.

Carbon must have a price, either through market mechanisms or through taxes. This debate is ongoing in France. The European Union led the way in putting a carbon market into practice and I see that a number of regions, States and economic sectors are now following suit.

I am convinced that this market will expand and I will support all projects pursuing that objective. But the approach must in future be by sector, and no longer only by country. A portion of the emission credits must be auctioned. There must be a strong expansion of clean development mechanisms to enable "polluting" companies to invest in the ecological development of the emerging and developing countries. Let us have the courage to allow all to join the carbon market voluntarily, with flexible carbon emission objectives.

The carbon market holds out great hope. It will ultimately provide innovative, more plentiful financing.

The market cannot of course be the only answer. Public financing will also be indispensable. Financing adaptation is the priority for Africa and the countries most exposed to the effects of warming. France devotes official development assistance amounting to more than 430 million euros to projects that contribute to fighting climate change. It intends to ensure that in future all the projects it finances in developing countries are compliant with national plans to combat climate change and are assessed according to their impact and their viability. This in no way constitutes a new conditionality; it is on the contrary an additional dimension of the partnership with developing countries. Adaptation support is needed. I call on all industrialized countries to commit to it.

I would also call for the coordination of the funds, often modest, managed by the international financial institutions. Action on the ground must be coordinated for maximum effectiveness. This, too, is an issue for discussion at the United Nations.

*

*

Beyond the question of what financing we adopt there is the issue of what future we choose. No country can reasonably plan its development without taking energy and climate issues on board. This is a matter of foresight. And none of us can imagine passing an unliveable, doomed world on to our children.

Señoras y Señores:

Permítanme antes que nada expresar mi agradecimiento al Secretario General de las Naciones Unidas, Sr. Ban Ki Moon. Al tomar la iniciativa de organizar esta Cumbre, nos recuerda que el reto climático es, por esencia, un reto colectivo y universal que nosotros, las Naciones Unidas, hemos decidido colocar en primera fila de nuestras prioridades. Efectivamente, no existe otra alternativa que la acción común. La división conduciría al fracaso. Cada uno de nosotros tiene un papel que desempeñar, aunque nuestra responsabilidad sea diferente.

Nuestra reunión de hoy constituye una señal política mayor. La opinión pública mundial nos observa y cuenta con nuestra acción. Juntos debemos dar un impulso decisivo a la definición de un marco multilateral de lucha contra el calentamiento climático.

Por mi parte, quiero expresar con la mayor determinación que el reto climático es y seguirá siendo una prioridad de mi acción.

Que quede claro: los países industrializados tienen una responsabilidad particular que ejercer; en el espíritu de la Convención de las Naciones Unidas sobre el Clima, Francia asumirá todo el esfuerzo que le corresponde.

Mi compromiso es total, para suscitar las rupturas necesarias en Francia. He querido reunir este otoño en torno a una misma mesa a todas las partes interesadas para consolidar el conjunto de nuestras políticas ambientales. He querido hacer de la cuestión climática un eje primordial de la acción exterior de mi país. Así, durante mi primer desplazamiento al África subsahariana, quise visitar la selva de la cuenca del Congo, en Gabón, para dejar constancia de mi firme compromiso en la lucha contra la despoblación forestal. También decidí que el clima constituirá un tema prioritario de la presidencia francesa de la Unión Europea, en 2008.

*

*

Quiero recordar aquí, en calidad de Jefe de Estado de un país miembro de la Unión Europea, que esta cuestión se encuentra en el núcleo de la política europea. La Unión Europea ha afirmado claramente su voluntad de asumir sus responsabilidades.

No tenemos otra opción. Las conclusiones económicas y científicas sobre el calentamiento climático no dejan la menor duda. La inacción consistiría en aceptar un punto de no retorno, alcanzado cuando el calentamiento medio del planeta haya subido dos grados Celsius en relación con la era preindustrial. Esa situación podría producirse desde finales del presente siglo. La inacción consistiría en aceptar una brutal disminución del PIB mundial, del orden del 5 al 20 % por año, si dejásemos que se produjeran los daños irreparables; sería también aceptar que millones de personas se conviertan mañana en refugiados climáticos.

El reto climático no está fuera de nuestro alcance. Pero debemos estar dispuestos a actuar con voluntarismo. Fijemos juntos las metas de reducción de emisiones de gases de efecto invernadero, para enviar una señal clara de esta voluntad de actuar. Una reducción del 50% de esas emisiones de aquí a 2050 es fundamental para alejar la amenaza que representa el punto de no retorno.

La Unión Europea se ha fijado objetivos ambiciosos, pero realistas. Decidimos reducir nuestras emisiones de gases de efecto invernadero en un 20% de aquí a 2020, e incluso un 30%, si los demás países industrializados hacen lo mismo. Decidimos, al mismo tiempo, mejorar en un 20% nuestra eficacia energética. Desarrollaremos las energías renovables y las energías poco carbonadas.

Francia suscribe a esta ambición realista. Por su parte, introdujo en la ley la obligación de reducir sus emisiones en un 75% de aquí a 2050. **Es necesario que todos los países desarrollados y los grandes países emisores se comprometan con este objetivo de por lo menos una reducción del 50% de las**

emisiones de aquí a 2050. Ésta es una exigencia colectiva. El destino de cada uno está ligado al destino de todos: es una exigencia de solidaridad. Los más pobres serían las primeras víctimas de nuestro egoísmo.

Naturalmente, el reto climático requiere respuestas globales. Y, precisamente por eso, las Naciones Unidas ofrecen el único marco eficaz y legítimo para aportar esta respuesta. Nuestro objetivo es encontrar juntos un acuerdo para el período post-2012, que tendrá por ambición paralelamente favorecer el crecimiento mundial limpio, organizar las respuestas tecnológicas y permitir a los más pobres adaptarse a los cambios climáticos.

*

Desde la Cumbre de Río en 1992, la cuestión climática ha cambiado radicalmente. Las hipótesis de ayer sobre los cambios climáticos son hoy certidumbres. Ello demuestra que tuvimos razón en comprometernos en la vía de la Convención de Río. La magnitud de las necesidades financieras ya ha sido evaluada. Ahora debemos llegar a un acuerdo con respecto a nuestras ambiciones.

Nuestra primera ambición es la de encontrar el camino para un crecimiento «limpio». De cualquier manera, sin crecimiento no lograremos enfrentar el desafío ante el que nos encontramos. Se trata claramente de un nuevo crecimiento, menos consumidor de energía y de materias primas. Debemos concebir una nueva economía. Es necesario, al mismo tiempo, actuar sobre los comportamientos y la tecnología. No existe una respuesta sencilla.

Las tecnologías para un crecimiento más «limpio» existen: las construcciones de energía positiva, los vehículos híbridos o eléctricos, la captura y el secuestro de carbono, los nuevos carburantes y, naturalmente, todas las energías llamadas «poco carbonadas», incluyendo la nuclear. Les recuerdo una cifra: gracias a la energía nuclear, Francia ha alcanzado una tasa de emisión de gases de efecto invernadero, por punto de PIB, inferior en un 35% a la media de los países de la OCDE, y ha mejorado una vez más la intensidad energética desde 1990.

Debemos difundir las tecnologías sin desalentar la innovación. Podemos hacerlo mediante programas de cooperación tecnológica y el desarrollo de instrumentos de mercado, como el mecanismo de desarrollo limpio. Lo conseguiremos con mayor facilidad si sabemos desarrollar un enfoque sectorial flexible, cuyas modalidades variarán según los países.

Segunda ambición, la protección de los bosques. La despoblación forestal y la degradación de los bosques son responsables del 20% de las emisiones de gas de efecto invernadero. El planeta necesita mantener sus bosques en buen estado. Los países que contribuyen en este sentido, deberían recibir una remuneración, pues es un servicio que brindan a todos. Asimismo, es necesario ampliar los mecanismos de financiamiento. Debemos reflexionar acerca de la inclusión de los bosques en los mecanismos de desarrollo limpio.

Tercera ambición: la adaptación de las poblaciones y de los países más vulnerables a los cambios climáticos. La desertificación, los eventos extremos y la elevación del nivel de las aguas constituyen cuestiones de seguridad, e incluso de supervivencia. Los países desarrollados tienen un imperativo de seguridad. Esta realidad legítima, aun más, la exigencia de un acuerdo global bajo la égida de las Naciones Unidas.

*

Considero que el financiamiento no está fuera de nuestro alcance. La inversión puede considerarse sin precedentes: el 1% del PIB mundial, según un informe que hace autoridad en la materia, el del Sr. Stern. El costo de la no inversión sería sin común medida: del 5 a 20% del PIB mundial. La cuestión no es si somos o no capaces de financiar esas inversiones, sino «cómo» financiarlas.

El carbono debe tener un precio, ya sea por medio del mercado o por la fiscalidad. Es un debate que celebramos en Francia. La Unión Europea fue la primera en poner en práctica un mercado del carbono y hoy observo que numerosas regiones, Estados o sectores económicos siguen ese ejemplo.

Estoy convencido del desarrollo de ese mercado y apoyaré todos los proyectos que vayan en ese sentido. Pero ahora se requieren enfoques por sector y no solamente por país. Es necesario subastar parte de los créditos de emisión. Se requiere una fuerte extensión de los mecanismos de desarrollo limpio que permitan a las empresas «contaminantes» invertir en el desarrollo ecológico de los países emergentes y en desarrollo. Tengamos la audacia de permitir que todos puedan ingresar voluntariamente en el mercado del carbono, con objetivos flexibles de emisión de carbono.

El mercado del carbono representa una formidable esperanza, que posteriormente permitirá aportar financiamientos innovadores y más abundantes.

Naturalmente, el mercado no puede constituir la única respuesta. Los financiamientos públicos son inevitables. El financiamiento de la adaptación es prioritario para África y para los países más expuestos a los efectos del calentamiento climático. Francia dedica más de 430 millones de euros de ayuda pública al desarrollo a proyectos que contribuyen a la lucha contra los cambios climáticos. Pretende garantizar que en el futuro, todos los proyectos que financie en los países en desarrollo sean conformes a los planes nacionales de lucha contra el cambio climático y sean evaluados según su impacto y su viabilidad. No se trata en modo alguno de una nueva condicionalidad, sino, por el contrario, de añadir a la colaboración con los países en desarrollo una nueva dimensión. La ayuda a la adaptación constituye una exigencia. Hago un llamamiento a todos los países industrializados para que se comprometan en este sentido.

Quisiera igualmente abogar por la coordinación de los fondos, a menudo modestos, administrados por las instituciones financieras internacionales. Las acciones de terreno deben articularse de la manera más eficaz posible. Este debate incumbe igualmente a las Naciones Unidas.

*

*

Más allá de la cuestión del financiamiento que decidamos, se plantea la del futuro que hemos de elegir. Ningún país puede concebir razonablemente su desarrollo ignorando el reto energético y climático. Es una cuestión de clarividencia. Nadie puede imaginar dejar a sus hijos un mundo condenado, en el que sea imposible vivir.